

LES ENFANTS ONT DROIT À UN ENVIRONNEMENT SAIN

et les élus ont la responsabilité de concrétiser cette vision

Signez cette [lettre ouverte](#) si vous êtes d'accord



Un [système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants](#) (SPAGJE) est en cours d'élaboration au moment même où le monde est engagé dans une course contre les changements climatiques et se tourne vers la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de 2022 et l'action sur le [Pacte climatique de Glasgow de 2021](#), promettant de transformer les années 2020 en action et en soutien climatique.

L'[institut d'été du Atkinson Centre for Society and Child Development](#), en partenariat avec l'[Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants](#) (EDJE), a réuni un

groupe de spécialistes dans les domaines de l'action climatique, de l'équité, de l'urbanisme, de l'ingénierie verte, de l'apprentissage des jeunes enfants et de la durabilité, ainsi que dans les modes de savoir et d'être autochtones. Chercheurs et praticiens sont unanimes : il est urgent d'agir pour l'avenir de nos enfants et de notre planète, et c'est maintenant qu'il faut le faire. Ils ont demandé aux élus de s'assurer que les objectifs climatiques du Canada se reflètent dans les dépenses, les politiques et les pratiques d'un SPAGJE, y compris la législation en cours pour l'établissement d'un tel système.

EN QUOI LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET LA DURABILITÉ DEVRAIENT-ILS CONCERNER LE SECTEUR DE LA PETITE ENFANCE?

Un environnement sain est désormais reconnu comme un droit de la personne et de l'enfant.

Le [Bilan Innocenti 17 de l'UNICEF](#) de mai 2022, qui traite spécifiquement des facteurs de stress environnementaux sur le bien-être des enfants, classe le Canada au 28^e rang sur 39 pays riches. Nous nous classons parmi les pires pays de notre catégorie en ce qui a trait aux déchets municipaux et à la consommation de ressources, et 38^e [dans le monde en général](#) — une mesure qui se réfère à des aspects plus larges des environnements physiques et politiques entourant l'enfant. Les enfants souffrent aujourd'hui à cause de mauvaises décisions politiques. Cette reconnaissance s'est traduite par une décision sans précédent d'un coroner britannique concluant que la [pollution atmosphérique a entraîné la mort en 2013 de la petite Ella Kissi-Debrah, âgée de neuf ans](#), et appelant à des changements dans la politique environnementale.

L'impact du changement climatique n'est pas réparti uniformément.

Ce qui est néfaste pour tout le monde l'est encore plus pour les femmes et les enfants; ce qui est néfaste pour les enfants l'est encore plus pour les plus jeunes, en particulier ceux qui sont vulnérables et/ou racialisés. Les mauvaises décisions individuelles, sociétales et politiques affectent certaines communautés d'enfants plus que d'autres : ceux qui vivent dans la [pauvreté](#), dans les [communautés autochtones et nordiques](#) et ceux qui sont [racialisés](#).

Le défi environnemental transcende les intérêts d'une seule partie prenante.

Les gouvernements doivent aborder l'action climatique de façon concertée. La dégradation de l'environnement est un problème interconnecté nécessitant des approches intersectionnelles. La complexité de ce défi nécessite la mobilisation de tous les secteurs, y compris celui de l'éducation des jeunes enfants.

Les attitudes et les comportements pro-environnementaux sont cruciaux et fondamentaux pour lutter efficacement contre les changements climatiques, ils se développent dès l'âge de 7 ans.

La transformation des systèmes et des politiques, la sensibilisation à l'environnement et le savoir, les attitudes, les comportements, les pratiques et les croyances des jeunes enfants en matière d'environnement au cours de leurs premières années sont désormais des questions de survie. Si nous n'enseignons pas à nos plus jeunes des attitudes et comportements pro-environnementaux, nous poursuivons la spirale générationnelle de l'inaction climatique.



QUE DOIVENT FAIRE LES GOUVERNEMENTS?

Intégrer les cibles climatiques dans tous les secteurs et dans tous les investissements et dépenses publics.

[Le gouvernement fédéral investit 27 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour élargir l'accès à des services de garde abordables.](#) Chaque dollar public dépensé doit être pensé dans une optique de durabilité. L'emplacement des nouveaux programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, la manière dont ils sont conçus, élaborés et approvisionnés, peuvent soit aggraver le problème des changements climatiques, soit contribuer à les atténuer. C'est l'occasion de « penser vert », de réévaluer le statu quo et de redéfinir le secteur pour s'assurer que la durabilité et l'action climatique sont intégrées à la fois au niveau des politiques et des programmes/salles de classe par le biais de changements législatifs.

Intégrer la durabilité et l'apprentissage pro-environnemental dans le programme de la petite enfance.

Les changements climatiques nous affectent tous, mais ce sont les enfants qui supportent le poids de nos erreurs. Pour changer les attitudes et les croyances à l'égard des changements climatiques et de la durabilité, il faut transformer les croyances en actions et en habitudes. Le développement d'une relation réciproque et respectueuse avec la terre est désormais essentiel à notre survie. Les programmes d'apprentissage de la petite enfance doivent non seulement favoriser la connaissance de l'environnement, mais aussi le militantisme *en faveur de* l'environnement. Ces éléments devraient être intégrés à l'engagement familial afin de soutenir non seulement les prochaines générations, mais aussi de changer les comportements dès aujourd'hui.

Établir des relations et des partenariats réciproques avec les dirigeant·e·s et les gardien·ne·s du savoir autochtones et intégrer l'apprentissage fondé sur la terre dans tous les aspects de la petite enfance.

L'identité même des peuples autochtones est tissée dans leur relation avec la terre. Bien que leur mode de vie traditionnel ait peu contribué aux changements climatiques, ils sont parmi les plus touchés.

Alors que les changements climatiques continuent de représenter une menace croissante pour la survie des

peuples autochtones, ils continuent d'être exclus des décisions politiques et des négociations sur le climat et leur sagesse demeure ignorée.

[Les spécialistes du climat](#) sont unanimes : pour faire face à la crise climatique, il faut donner des moyens d'action aux communautés autochtones et soutenir un dialogue constructif avec les détenteurs et détentrices du savoir autochtone afin de définir des mesures durables et coopératives.

Faire de l'action climatique et la durabilité une priorité absolue dans la planification communautaire et urbaine.

L'emplacement des garderies revêt autant d'importance que la manière dont elles sont construites et ce qui s'y passe. En refusant que son financement soit utilisé pour soutenir les programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants offerts par les écoles, le gouvernement fédéral freine les efforts visant à créer des [« quartiers à 15 minutes »](#). Le fait d'avoir accès à des communautés où l'on peut se déplacer à pied est en effet essentiel pour réduire notre empreinte carbone. Les infrastructures publiques existantes dans les écoles, les parcs et les bibliothèques doivent être [mises à profit de façon à maximiser leurs fonctions](#).

Adopter une optique d'équité dans toutes les décisions politiques.

La crise climatique se nourrit des inégalités endémiques présentes au sein de notre société. En effet, les communautés racialisées, marginalisées, autochtones et vivant dans le Nord du pays subissent une grande part des répercussions négatives des changements climatiques. La manière dont nous planifions et développons les politiques et les quartiers en vue d'atténuer les changements climatiques peut soit aggraver la crise des inégalités, soit contribuer à l'atténuer. Par exemple, les quartiers à faibles revenus sont [beaucoup moins susceptibles de disposer d'espaces verts et de couverts végétaux](#) et par conséquent sont plus susceptibles d'être [exposés à la pollution atmosphérique](#).

La notion selon laquelle un enfant a le droit fondamental d'avoir un environnement durable, propre et sain a été reconnue par le [Conseil des droits de l'homme des Nations unies](#) le 8 octobre 2021 et doit être intégrée aussi bien dans la législation et que dans les politiques.





Nous savons que nous ne parviendrons jamais à un monde parfait, mais en tant que jeunes, nous ne cesserons jamais de nous battre pour un avenir meilleur. À nos alliés adultes et aux élus, nous vous demandons : êtes-vous avec nous?

— Ella, Karel et Katie, jeunes défenseurs du climat, [Bilan Innocenti 17 de l'UNICEF](#).

SIGNATAIRES FONDATEURS

Emis Akbari, Ph.D. Professeure et coordinatrice de programme, École de la petite enfance, George Brown College; chercheuse principale en politique, Atkinson Centre for Society and Child Development; et professeure associée, département de psychologie appliquée et du comportement humain, OISE/University of Toronto.
Emis.Akbari@georgebrown.ca

Kerry McCuaig. Chercheuse principale en politique de la petite enfance, Atkinson Centre for Society and Child Development, OISE/University of Toronto.
Kerry.McCuaig@utoronto.ca

Isabelle Vinet, M.Sc. Directrice exécutive, Centre d'excellence pour le développement des jeunes enfants, Encyclopédie sur le développement des jeunes enfants.
Vineti@invite.umontreal.ca

Si vous êtes d'accord avec cette prise de position, veuillez ajouter votre voix et [signer ici](#).

**Atkinson
Centre**

UNIVERSITY OF TORONTO
OISE | ONTARIO INSTITUTE
FOR STUDIES IN EDUCATION

ENCYCLOPÉDIE
sur le développement
des jeunes enfants